

JEUNESSE.S

en Hauts-de-France

POUR UNE PARTICIPATION ACTIVE
ET EFFECTIVE DES JEUNES
AUX POLITIQUES PUBLIQUES

**ÉLECTIONS RÉGIONALES
ET DÉPARTEMENTALES 2021**

ENJEUX et PROPOSITIONS

La crise sanitaire de 2020 a amplifié les difficultés et la précarité, notamment chez les jeunes, qui en sont les premières victimes, alors même qu'ils étaient déjà en difficultés dans de nombreux domaines.

« La crise actuelle révèle et creuse encore bien des inégalités à différents niveaux. Par nos actions et en complément de l'école, nous sommes prêts à relever le défi. Les centres de loisirs, les centres socioculturels, l'action culturelle, les centres et séjours de vacances, les classes transplantées, les actions de mobilités internationales, le volontariat dans l'accompagnement des jeunes, l'animation scientifique, la formation à l'animation, le sport pour tous et toutes, l'accompagnement à la scolarité, l'éducation à l'environnement, l'accompagnement des jeunes (projets, prévention...), les associations de quartier comme du milieu rural, peuvent et doivent y contribuer. Et aujourd'hui encore plus qu'hier, ces structures porteuses de sens, mais construites sur des modèles économiques fragiles, ont besoin de soutien¹. »

Contrairement à ce qui est encore parfois entendu, les jeunes, mineurs comme majeurs, sont très engagés mais à travers des formes et des espaces de moins en moins institutionnalisés. En défiance vis-à-vis des institutions politiques, ils s'en désintéressent toujours plus². Pourtant dans le même temps, ils aspirent à avoir un impact, à être entendus et à être mieux pris en compte dans les décisions qui les concernent, notamment les politiques publiques³.

L'évolution du contexte sociétal, la diversité des parcours des jeunes et l'ensemble des défis auxquels ils doivent désormais faire face, mettent en lumière un besoin de changement de paradigme en matière de politiques de jeunesse. La pluri-dimensionnalité des thématiques (emploi, mobilité, éducation, insertion, formation, logement...) nécessite un chef de filât régional sur ces questions⁴ ainsi qu'une approche globale et transversale conduisant à une politique de jeunesse avec l'ensemble des acteurs, dont les jeunes eux-mêmes⁵.

La démarche de l'éducation populaire reconnaît la capacité à chacune et chacun de s'exprimer, de débattre, de partager sa propre expertise dans le cadre d'un projet collectif inscrit dans un territoire donné.

Parce qu'elle irrigue la société, qu'elle facilite la citoyenneté et l'engagement dans la cité, l'éducation populaire est un réel atout pour mieux faire société. Elle s'inscrit dans un projet politique de justice sociale et d'émancipation. Sa capacité de recherche et d'innovation sociale en fait aussi un laboratoire utile à l'intérêt général⁶.

L'éducation populaire est une démarche à la fois politique et éducative, à la fois intellectuelle et pratique qui vise à interroger le monde, à l'analyser et le comprendre collectivement, enfants, adolescents et adultes, citoyens et citoyennes, et mieux se positionner pour agir ensemble et le transformer.

L'éducation populaire a cela d'intemporel et de moderne qu'elle est une interrogation et une action continues. C'est pourquoi dans cette période de crises, l'éducation populaire reste un besoin fondamental !

POUR UNE PARTICIPATION ACTIVE ET EFFECTIVE DES JEUNES AUX POLITIQUES PUBLIQUES

Les jeunes s'éloignent de plus en plus des instances démocratiques classiques mais restent attachés aux formes informelles de participation à la vie de la cité (manifestation, pétition, action de rue...). 30% des jeunes ont développé leur culture politique dans une association de jeunesse, 53% pensent que l'abstention est due aux hommes politiques, 54% des jeunes sont prêts à voter pour un parti politique et 70% des jeunes déjà impliqués dans des activités de participation pensent que leur contribution n'a pas été entendue²⁶.

Dans l'état actuel des choses, les décideurs susceptibles de renforcer les approches de participation tirent leur légitimité des formes plus classiques de participation. Dans ce contexte, un changement de paradigme reste difficile. C'est pourquoi, un réel dialogue avec la société civile et les jeunes eux-mêmes est indispensable. Ainsi « le Dialogue Structuré vise à améliorer l'efficacité des politiques publiques en favorisant le dialogue avec les jeunes, les acteurs de la jeunesse et les décideurs²⁷. »

Concernant les Hauts-de-France, si les jeunes sont moins satisfaits de leur vie actuelle que la moyenne nationale, ils se montrent néanmoins plus impliqués dans une activité bénévole²⁸.

Les PROPOSITIONS des JEUNES

Un Comité Jeunes (CJ) de Provox HdF renforcé : budget participatif, prise en compte du CJ lors de l'élaboration d'une politique de jeunesse

PROVOX LE DIALOGUE STRUCTURÉ EN HAUTS-DE-FRANCE
crajephdf.org/dialogue-structure-regionale

L'éducation populaire est un laboratoire d'innovation démocratique car elle permet de vivre la démocratie en acte dans une citoyenneté active et de contribuer à l'élaboration de politiques publiques plus efficaces²⁹.

Les ASSOCIATIONS DE JEUNESSE et D'ÉDUCATION POPULAIRE...

➔ *Sont attachées à favoriser la participation des jeunes à la vie publique et œuvrent chaque jour en ce sens de manière globale sur tout le territoire, aussi bien rural qu'urbain.*

➔ *Affirment que la participation politique des jeunes permet des apprentissages tant pour les jeunes que pour les décideurs institutionnels, qu'elle dépasse les seules pratiques de consultations ou de participation à des actions définies par les institutions, qu'elle met en responsabilité des jeunes dans différents espaces possibles et qu'elle doit être basée sur des processus cycliques ouverts et transparents³⁰.*

➔ *Défendent une approche globale et transversale d'une politique de jeunesse qui associe les jeunes³¹ dans l'ensemble des processus, et sont prêtes en ce sens, à la co-construire avec le Conseil régional³² avec les collectivités.*

NOUS DEMANDONS aux CANDIDAT·E·S et aux FUTURE·S ÉLU·E·S de :

Associer les jeunes aux politiques publiques

- **Prendre en compte systématiquement l'expertise des jeunes** lorsqu'une politique publique leur est destinée, en s'appuyant sur les associations de jeunesse.
- **Assurer une réelle participation politique** des jeunes construite de manière structurée, transparente et ouverte.
- **Améliorer la place des jeunes** dans les instances de participation (représentativité, formation, moyens dédiés, dispositifs participatifs).

Region HdF – Nous demandons aux candidat·e·s et aux futur·e·s élu·e·s de façon transversale de :

- **Organiser et investir**, en qualité de chef de file des politiques de jeunesse, les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, pour l'exercice des compétences relatives à la politique de jeunesse, comme le stipule l'article L1111-9 du Code général des collectivités territoriales³³.
- **Adopter** dans ce cadre partenarial nouveau, une démarche de dialogue structuré, comme le stipule l'article 54 de loi Égalité Citoyenneté de 2017³⁴, en lien étroit avec la démarche « Provox HdF »³⁵.

Les associations membres du CRAJEP HdF

AFEV, AFOCAL, AROEVEN, CEMEA, CMJC, CONCORDIA, CULTURE ET LIBERTE, ECLAIREURS ET ECLAIREUSES DE FRANCE, FAEP, FCPE, FRANCAS, A.J LILLE, JPA, LEO LAGRANGE, LIANES COOPERATION, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, MRJC, LES PETITS DEBROUILLARDS, PLANETE SCIENCES, SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE, STAJ, TRAVAIL ET CULTURE, UFCV, UR CENTRES SOCIAUX, UR FAMILLES RURALES, UR FOYERS RURAUX, URHAJ, URPEP

Le réseau du CRAJEP HdF

POIDS FINANCIER DU RÉSEAU
DU CRAJEP HDF **430 MILLIONS €**

18000 SALARIÉS
35000 BÉNÉVOLES

1 MILLION D'ADHÉRENTS ET BÉNÉFICIAIRES
SOIT 17% DE LA POPULATION DES HAUTS-DE-FRANCE

781 COMMUNES TOUCHÉES PAR LES ACTIONS
SOIT 1 COMMUNE SUR 7 DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Nos partenaires

Le CRAJEP HdF est membre du CNAJEP et soutien l'ensemble de [ses propositions « jeunesse et éducation populaire » 2021](#)

Le CRAJEP HdF est membre du Mouvement Associatif HdF et soutien l'ensemble de [ses propositions « vie associative » 2021](#)

Le CRAJEP HdF est aussi membre de la [Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire \(CRESS\) HdF](#) et de [l'Observatoire Régional de la Vie Associative \(ORVA\)](#)

Le CRAJEP HDF est soutenu par la DRAJES HdF, le Conseil Régional HDF et l'agence ERASMUS+



Délégation régionale académique
à la jeunesse, à l'engagement et aux sports



Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire

Siège social: 11 rue Ernest Deconinck, 59800 LILLE

Siège administratif ESSpace, Parc de Beauvillé, 21 rue François Génin, 80000 AMIENS

06 95 68 94 28 | contact@crajep hdf.org | www.crajep hdf.org